

Dossier Technique Immobilier

Numéro de dossier : DO5-002050216-CASTELNAU ANCIENNE
Date du repérage : CASERNE-AVANT TRAVAUX
04/02/2016

Désignation du ou des bâtiments	Désignation du propriétaire
<p><i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Département : ... Gironde Adresse : Rue du Château Commune : 33480 Castelnau-de-Médoc</p> <p>Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété</p> <p>Périmètre de repérage : Ensemble concerné par les travaux</p>	<p><i>Désignation du client :</i> Nom et prénom : Commune de Castelnau-de-Médoc Adresse : 20 rue du Château 33480 Castelnau-de-Médoc</p>

Objet de la mission :		
<input type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Carrez)	<input type="checkbox"/> Etat des Installations électriques
<input type="checkbox"/> Constat amiante avant-vente	<input type="checkbox"/> Métrage (Loi Boutin)	<input type="checkbox"/> Diagnostic Technique (SRU)
<input type="checkbox"/> Dossier amiante Parties Privatives	<input checked="" type="checkbox"/> Exposition au plomb (CREP)	<input type="checkbox"/> Diagnostic énergétique
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant travaux	<input type="checkbox"/> Exposition au plomb (DRIPP)	<input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro
<input type="checkbox"/> Diag amiante avant démolition	<input type="checkbox"/> Diag Assainissement	<input type="checkbox"/> Ascenseur
<input checked="" type="checkbox"/> Etat relatif à la présence de termites	<input type="checkbox"/> Sécurité piscines	<input type="checkbox"/> Etat des lieux (Loi Scellier)
<input type="checkbox"/> Etat parasitaire	<input type="checkbox"/> Etat des Installations gaz	<input type="checkbox"/> Radon
<input type="checkbox"/> Etat Risques Naturel et technologique	<input type="checkbox"/> Plomb dans l'eau	<input type="checkbox"/> Accessibilité Handicapés
<input type="checkbox"/> Etat des lieux	<input type="checkbox"/> Sécurité Incendie	

Résumé de l'expertise n° D05-002050216- CASTELNAU ANCIENNE CASERNE-AVANT TRAVAUX

Cette page de synthèse ne peut être utilisée indépendamment du rapport d'expertise complet.

Désignation du ou des bâtiments
<i>Localisation du ou des bâtiments :</i> Adresse : Rue du Château Commune : 33480 Castelnau-de-Médoc Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Périmètre de repérage : Ensemble concerné par les travaux

Prestations	Conclusion
CREP	Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.
Etat Termites	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

DIAGNOSTIC PLOMB AVANT TRAVAUX


(Hors champ du code de la santé publique)

Numéro de dossier : DO5-002050216-CASTELNAU ANCIENNE
Date du repérage : CASERNE-AVANT TRAVAUX
04/02/2016

Adresse du bien immobilier	Donneur d'ordre / Propriétaire :
<p>Localisation du ou des bâtiments : Département : ... Gironde Adresse : Rue du Château Commune : 33480 Castelnau-de-Médoc</p> <p>Désignation et situation du ou des lots de copropriété : Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété Année de construction : Avant 1949</p>	<p>Donneur d'ordre : M COUTOULY 20 rue du Château 33480 Castelnau-de-Médoc</p> <p>Propriétaire : Commune de Castelnau-de-Médoc 20 rue du Château 33480 Castelnau-de-Médoc</p>

Le Diagnostic suivant concerne			
	Les parties privatives		Avant la vente
X	Les parties occupées		Avant la mise en location
	Les parties communes d'un immeuble	X	Avant travaux <i>N.B. : Les travaux visés sont définis dans l'arrêté du 19 août 2011 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un CREP</i>
Nature des travaux : Rénovation / Réhabilitation : OUI Démolition : NON			

Société réalisant le constat	
Nom et prénom de l'auteur du constat	GREFFE Eric
N° de certificat de certification	DTI2650^{le} 13/06/2014
Nom de l'organisme de qualification accrédité par le COFRAC	DEKRA Certification
Organisme d'assurance professionnelle	AXA
N° de contrat d'assurance	363 93 50 704
Date de validité :	31/12/2016

Ce diagnostic plomb avant travaux a été rédigé par GREFFE Eric le 04/02/2016.	
---	---

Objectif de la mission :

L'objet de ce rapport est d'identifier les revêtements et matériaux contenant du plomb susceptibles d'être altérés au cours des travaux de rénovation/réhabilitation ou de démolition, définis préalablement à la mission. L'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux. Ce diagnostic n'est ni un Constat de Risque d'Exposition au Plomb ni un Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb, qui relèvent des obligations prévues par le Code de la Santé Publique.

Périmètre des travaux :

Le donneur d'ordre remet au diagnostiqueur ces informations via un tableau synthétique dont le modèle est téléchargeable sur le site de la DIRECCTE Centre : Annexe 2 Tableau de recensement des travaux établi par le donneur d'ordre ainsi qu'une description détaillée des travaux, de leur localisation et si déjà définis le nom et adresse des entreprises intervenantes. Il est important de disposer d'informations précises pour définir la stratégie de mesures.

Appareil utilisé	
Nom du fabricant de l'appareil	PROTEC
Modèle de l'appareil / N° de série de l'appareil	LPA-1 / 4005
Nature du radionucléide	57 Co
Date du dernier chargement de la source	09/09/2014
Activité à cette date et durée de vie de la source	444 MBq (24 mois)

1. Rappel des références réglementaires

- Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail,
- Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb,
- Norme NF X 46 031 avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.

2. Renseignements complémentaires concernant la mission

2.1 L'appareil à fluorescence X

Nom du fabricant de l'appareil	PROTEC	
Modèle de l'appareil	LPA-1	
N° de série de l'appareil	4005	
Nature du radionucléide	57 Co	
Date du dernier chargement de la source	09/09/2014	Activité à cette date et durée de vie : 444 MBq (24 mois)
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T330657	Date d'autorisation 02/09/2014
	Date de fin de validité de l'autorisation 01/09/2016	
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	GREFFE Eric	
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Eric GREFFE	

Étalon : PROTEC ; 2573 ; 1,00 mg/cm² +/- 0,01 mg/cm²

Vérification de la justesse de l'appareil	n° de mesure	Date de la vérification	Concentration (mg/cm ²)
Etalonnage entrée	1	04/02/2016	1 (+/- 0,1)
Etalonnage sortie	98	04/02/2016	1 (+/- 0,1)

La vérification de la justesse de l'appareil consiste à réaliser une mesure de la concentration en plomb sur un étalon à une valeur proche du seuil.

En début et en fin de chaque constat et à chaque nouvelle mise sous tension de l'appareil une nouvelle vérification de la justesse de l'appareil est réalisée.

2.2 Le laboratoire d'analyse éventuel

Nom du laboratoire d'analyse	Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Nom du contact	-
Coordonnées	-
Référence du rapport d'essai	-
Date d'envoi des prélèvements	-
Date de réception des résultats	-

3. Méthodologie employée

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).

Seules les unités de diagnostic impactées par les travaux font l'objet d'une ou plusieurs mesures avec un appareil à fluorescence X, y compris les surfaces recouvertes d'un matériau mince non susceptible de contenir du plomb.

3.1 Stratégie de mesurage

Contrairement au CREP, le nombre de mesures à réaliser est fonction du type d'unité de diagnostic (UD) et des travaux à effectuer. En effet, les limites prévues par la réglementation du CREP ne sont pas forcément adaptées à chaque situation (Nombre de mesures limité à 3, hauteur de la prise des mesures limitée à 3 mètres), puisque l'objectif n'est pas de repérer des zones potentiellement accessibles par les enfants, ni même de vérifier la conformité à une valeur-seuil. Par conséquent, le diagnostiqueur déterminera le nombre de mesures en fonction de l'étendue de l'UD et de la nature des travaux.

Dans le cas où plusieurs mesures sont effectuées sur une unité de diagnostic, elles sont réalisées à des endroits différents pour minimiser le risque de faux négatifs et réparties de façon pertinentes (partie haute et basse d'un mur, ...).

Lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements il peut effectuer un prélèvement qui sera analysé en laboratoire (idem réglementation du CREP).

3.2 Recours à l'analyse chimique du plomb par un laboratoire

L'auteur du constat tel que défini à l'Article 4 de l'Arrêté du 19 août 2011 peut recourir à des prélèvements de revêtements qui sont analysés en laboratoire pour la recherche du plomb acido-soluble selon la norme NF X 46-031 «*Diagnostic plomb — Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb*», dans le cas suivant :

- lorsque l'auteur du constat repère des revêtements dégradés et qu'il estime ne pas pouvoir conclure quant à la présence de plomb dans ces revêtements.

Le prélèvement est réalisé conformément aux préconisations de la norme NF X 46-030 «*Diagnostic Plomb — Protocole de réalisation du Constat de Risque d'Exposition au Plomb*» précitée sur une surface suffisante pour que le laboratoire dispose d'un échantillon permettant l'analyse dans de bonnes conditions (prélèvement de 0,5 g à 1 g).

L'ensemble des couches de peintures est prélevé en veillant à inclure la couche la plus profonde. L'auteur du constat évite le prélèvement du substrat ou tous corps étrangers qui risquent d'avoir pour effet de diluer la concentration en plomb de l'échantillon. Le prélèvement est réalisé avec les précautions nécessaires pour éviter la dissémination de poussières.

Quel que soit le résultat de l'analyse par fluorescence X, une mesure sera déclarée négative si la fraction acido-soluble mesurée en laboratoire est strictement inférieure à 1,5 mg/g

4. Présentation des résultats

Afin de faciliter la localisation des mesures, l'auteur du constat divise chaque local en plusieurs zones, auxquelles il attribue une lettre (A, B, C ...) selon la convention décrite ci-dessous.

La convention d'écriture sur le croquis et dans le tableau des mesures est la suivante :

- la zone de l'accès au local est nommée «A» et est reportée sur le croquis. Les autres zones sont nommées «B», «C», «D», ... dans le sens des aiguilles d'une montre ;
- la zone «plafond» est indiquée en clair.

Les unités de diagnostic (UD) (par exemple : un mur d'un local, la plinthe du même mur, l'ouvrant d'un portant ou le dormant d'une fenêtre, ...) faisant l'objet d'une mesure sont classées dans le tableau des mesures selon le tableau suivant en fonction de la concentration en plomb et de la nature de la dégradation.

NOTE Une unité de diagnostic (UD) est un ou plusieurs éléments de construction ayant même substrat et même historique en matière de construction et de revêtement.

5. Résultats des mesures

Garage

Nombre d'unités de diagnostic : 32 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
2	A	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,6	
3	A	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
4	B	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1	
5	B	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
6	C	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,4	
7	C	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
8	D	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1	
9	D	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,4	
-		Porte intérieure (P1)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Huisserie Porte intérieure (P1)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Porte extérieure (P1)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Huisserie Porte extérieure (P1)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Porte intérieure (P2)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Huisserie Porte intérieure (P2)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Porte extérieure (P2)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Huisserie Porte extérieure (P2)	PVC		Non mesurée	-	Absence de revêtement
10	C	Porte (P3)	Bois	Peinture	partie basse	0,6	
11	C	Porte (P3)	Bois	Peinture	partie haute	0,3	
12	C	Huisserie Porte (P3)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
13	C	Huisserie Porte (P3)	Bois	Peinture	partie haute	0,1	
14	C	Porte (P4)	Bois	Peinture	partie basse	0,4	
15	C	Porte (P4)	Bois	Peinture	partie haute	0,5	
16	C	Huisserie Porte (P4)	Bois	Peinture	partie basse	0,1	
17	C	Huisserie Porte (P4)	Bois	Peinture	partie haute	0	
18	D	Porte intérieure (P5)	bois	Peinture	partie basse	0,4	
19	D	Porte intérieure (P5)	bois	Peinture	partie haute	0,1	
20	D	Huisserie Porte intérieure (P5)	bois	Peinture	partie basse	0,3	
21	D	Huisserie Porte intérieure (P5)	bois	Peinture	partie haute	0,3	
22	D	Porte extérieure (P5)	bois	Peinture	partie basse	0	
23	D	Porte extérieure (P5)	bois	Peinture	partie haute	0,5	
24	D	Huisserie Porte extérieure (P5)	bois	Peinture	partie basse	0,6	
25	D	Huisserie Porte extérieure (P5)	bois	Peinture	partie haute	0,3	
26	D	Porte (P6)	Bois	Peinture	partie basse	0,4	
27	D	Porte (P6)	Bois	Peinture	partie haute	0,5	
28	D	Huisserie Porte (P6)	Bois	Peinture	partie haute	0,4	
29	D	Huisserie Porte (P6)	Bois	Peinture	partie basse	0,1	
30	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
31	C	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,1	
32	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
33	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,4	
34	C	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
35	C	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,3	
36	C	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0	
37	C	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,3	
38	C	Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse	0,2	
39	C	Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie haute	0,4	
40	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse	0,1	
41	C	Huisserie Fenêtre intérieure (F2)	Bois	Peinture	partie haute	0,6	
42	C	Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
43	C	Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie haute	0,6	
44	C	Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie basse	0,5	
45	C	Huisserie Fenêtre extérieure (F2)	Bois	Peinture	partie haute	0,6	
-		Faux Plafond	Dalles de faux plafond		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-		Plafond	panneaux fibro-ciment et charpente métal		Non mesurée	-	Absence de revêtement

Entrée sanitaire

Nombre d'unités de diagnostic : 16 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-	Absence de revêtement
46	A	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,2	
47	A	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
48	B	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3	
49	B	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1	
50	C	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1	
51	C	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,1	
52	D	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,6	
53	D	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
54	E	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1	
55	E	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,6	
56	F	Mur	Béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,3	
57	F	Mur	Béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,6	
58	A	Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse	0,4	
59	A	Porte (P1)	bois	Peinture	partie haute	0,4	
60	A	Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse	0,2	
61	A	Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie haute	0,6	
62	C	Porte (P2)	bois	Peinture	partie basse	0,6	
63	C	Porte (P2)	bois	Peinture	partie haute	0,6	
64	C	Huisserie Porte (P2)	bois	Peinture	partie basse	0,6	
65	C	Huisserie Porte (P2)	bois	Peinture	partie haute	0,4	
66	B	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,5	
67	B	Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,1	
68	B	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
69	B	Huisserie Fenêtre intérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,2	
70	B	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,3	
71	B	Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,6	
72	B	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie basse	0,2	
73	B	Huisserie Fenêtre extérieure (F1)	Bois	Peinture	partie haute	0,4	
-		Plafond	parpaings		Non mesurée	-	Absence de revêtement

Douche

Nombre d'unités de diagnostic : 9 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-	Absence de revêtement
-	A	Mur bas	Béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
74	A	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 1	0,4	
75	A	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 2	0,6	
-	B	Mur bas	Béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
76	B	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 1	0,4	
77	B	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 2	0,6	
-	C	Mur bas	Béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
78	C	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 1	0,6	
79	C	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 2	0,6	
80	D	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 1	0,4	
81	D	Mur haut	Béton	Peinture	mesure 2	0,6	
82		Plafond	Bois	Peinture	mesure 1	0,1	
83		Plafond	Bois	Peinture	mesure 2	0,6	

WC

Nombre d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de diagnostic de classe 3 repéré : 0 soit %

N°	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation mesure	Mesure (mg/cm²)	Observation
-		Plinthes	Carrelage		Non mesurée	-	Absence de revêtement
84	A	Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse	0,4	
85	A	Porte (P1)	bois	Peinture	partie haute	0,5	
86	A	Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie basse	0,1	
87	A	Huisserie Porte (P1)	bois	Peinture	partie haute	0,1	
-	A	Mur	béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
88	A	Mur	béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,1	
89	A	Mur	béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,6	
90	B	Mur	béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,4	
91	B	Mur	béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
-	C	Mur	béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
92	C	Mur	béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,5	
93	C	Mur	béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
-	D	Mur	béton	Carrelage	Non mesurée	-	Element non visé par la réglementation
94	D	Mur	béton	Peinture	partie basse (< 1m)	0,5	
95	D	Mur	béton	Peinture	partie haute (> 1m)	0,3	
96		Plafond	Béton	Peinture	mesure 1	0,2	
97		Plafond	Béton	Peinture	mesure 2	0,5	

NM : Non mesuré car l'unité de diagnostic n'est pas visée par la réglementation.

Analyses chimiques du laboratoire

Aucune analyse chimique n'a été réalisée en laboratoire.

Constatations diverses :

Néant

Validité du constat :

Du fait de l'absence de revêtement contenant du plomb ou la présence de revêtements contenant du plomb à des concentrations inférieures aux seuils définis par arrêté des ministres chargés de la santé et de la construction, il n'y a pas lieu de faire établir un nouveau constat à l'occasion de nouveaux travaux sur les mêmes parties (article L 1334-8 du Code de la Santé Publique).

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

M COUTOULY (tel: 05 56 69 69 74, port: 06 16 66 56 19)

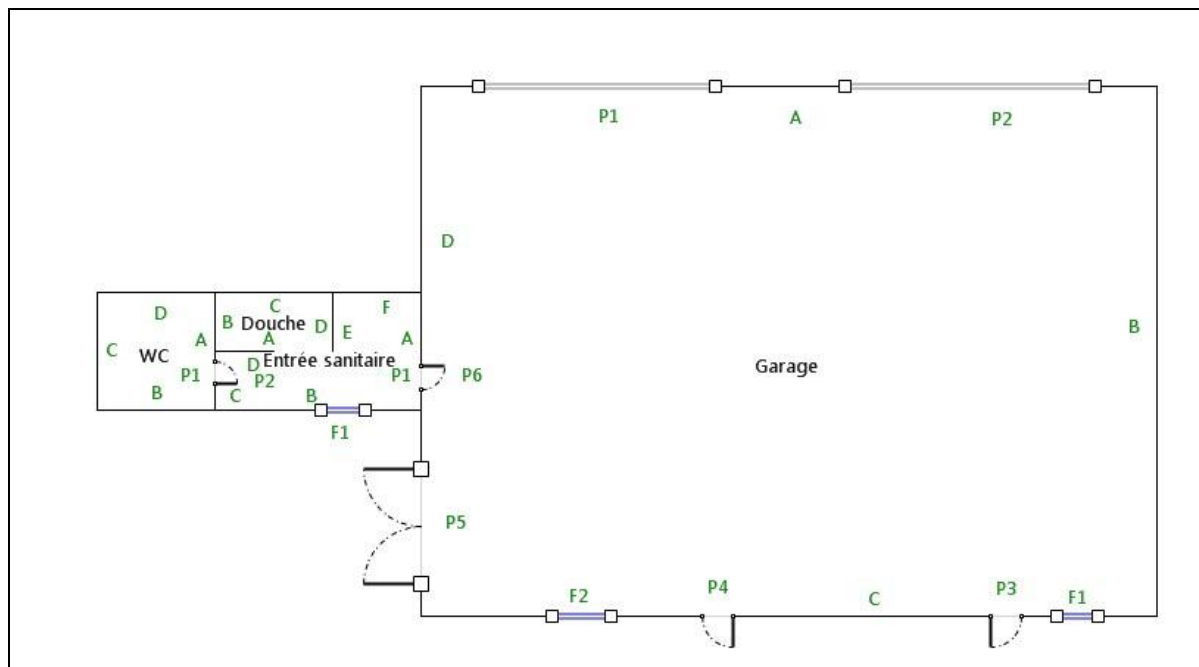
*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification - 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)***

Fait à **Castelnau-de-Médoc**, le **04/02/2016**

Par : **GREFFE Eric**



6. Localisation des mesures sur croquis de repérage



7. Annexes : Notice d'Information avant travaux (Annexe 4 DIRECCTE)

Notice d'information à remettre systématiquement aux donneurs d'ordre en annexe du diagnostic

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Comment se contamine -t-on ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

Sur les chantiers :

- en travaillant sans protection,
- en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- en se rongant les ongles,
- en mâchant de la gomme ou autres.

Hors lieux de travail :

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

Que faire en cas de risque potentiel sur un chantier ?

Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation / réhabilitation et démolition
- Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

- Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenailage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,...) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
 - interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
 - rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
 - interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
 - ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- des conseils dans le choix des protections,
- une aide à l'information et à la formation,
- une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).

Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Des documents vous informent :

- le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- Les guides de prévention :
Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur www.preventionbtp.fr) Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur www.inrs.fr)

8. Autres documents et rapports antérieurs

Néant

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : DO5-002050216-CASTELNAU ANCIENNE
Norme méthodologique employée : CASERNE-AVANT TRAVAUX
AFNOR NF P 03-201
Date du repérage : 04/02/2016
Heure d'arrivée : 09 h 00
Durée du repérage : 35 mn

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : **Gironde**

Adresse : **Rue du Château**

Commune : **33480 Castelnau-de-Médoc**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

Ce bien ne fait pas partie d'une copropriété

Périmètre de repérage : **Ensemble concerné par les travaux**

Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :

Le bien est situé dans une zone soumise à un arrêté préfectoral.

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **Commune de Castelnau-de-Médoc**

Adresse : **20 rue du Château 33480 Castelnau-de-Médoc**

Qualité du donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé) :

Nom et prénom : **M COUTOULY – Directeur des services techniques et de l'urbanisme**

Adresse : **20 rue du Château
33480 Castelnau-de-Médoc**

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **GREFFE Eric**

Raison sociale et nom de l'entreprise : **SARL MEDOC DIAGIMMO**

Adresse : **13, route du Gardieu, Lussan,
33340 ORDONNAC**

Numéro SIRET : **803 489 137 00015**

Désignation de la compagnie d'assurance : ... **AXA**

Numéro de police et date de validité : **363 93 50 704 / 31/12/2016**

Certification de compétence **DTI2650** délivrée par : **DEKRA Certification**, le **11/07/2014**

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

**Garage,
 Entrée sanitaire,**

**Douche,
 WC**

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)
Garage	Sol - Béton Sol - béton Mur - A, B, C, D - Béton et Peinture Porte (P1) - PVC Porte (P2) - PVC Porte (P3) - C - Bois et Peinture Porte (P4) - C - Bois et Peinture Porte (P5) - D - bois et Peinture Porte (P6) - D - Bois et Peinture Fenêtre (F1) - C - Bois et Peinture Fenêtre (F2) - C - Bois et Peinture Faux Plafond - Dalles de faux plafond Plafond - panneaux fibrociment et charpente métal	Absence d'indices d'infestation de termites
Entrée sanitaire	Sol - Carrelage Plinthes - Carrelage Mur - A, B, C, D, E, F - Béton et Peinture Porte (P1) - A - bois et Peinture Porte (P2) - C - bois et Peinture Fenêtre (F1) - B - Bois et Peinture Plafond - parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites
Douche	Sol - Carrelage Plinthes - Carrelage Mur bas - A - Béton et Carrelage Mur haut - A - Béton et Peinture Mur bas - B - Béton et Carrelage Mur haut - B - Béton et Peinture Mur bas - C - Béton et Carrelage Mur haut - C, D - Béton et Peinture Plafond - Bois et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites

WC	Sol - Carrelage Plinthes - Carrelage Porte (P1) - A - bois et Peinture Mur - A - béton et Carrelage Mur - A, B - béton et Peinture Mur - C - béton et Carrelage Mur - C - béton et Peinture Mur - D - béton et Carrelage Mur - D - béton et Peinture Plafond - Béton et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites
----	---	---

- (1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.
 (2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiserie, plinthes, charpentes...
 (3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *reticulitermes lucifugus*, *reticulitermes banyulensis*, *reticulitermes grassei* et *reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *heterotermes*),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les *kalotermes flavicollis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricole**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 133-5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Néant

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Néant	-	

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Mars 2012) , à l'article L.133-5, L.133-6, L 271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

Examen visuel des parties visibles et accessibles.
Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Documents remis par le donneur d'ordre à l'opérateur de repérage :

Néant

Informations communiquées à l'opérateur par le donneur d'ordre, concernant des traitements antérieurs ou une présence de termites dans le bâtiment :

Néant

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

M COUTOULY (tel: 05 56 69 69 74, port: 06 16 66 56 19)

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

Nota 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Nota 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

I. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses
Néant	-	-

Note : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

Nota 1 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 2 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 3 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification 3/5 avenue Garlande 92220 BAGNEUX (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)**

Visite effectuée le **04/02/2016**
Fait à **Castelnau-de-Médoc**, le **04/02/2016**

Par : GREFFE Eric



Annexe – Photos

Néant

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **DO5-002050216-Castelnau ancienne caserne-Avant travaux** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : Rue du Château 33480 Castelnau-de-Médoc.

Je soussigné, **GREFFE Eric**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL MEDOC DIAGIMMO** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	24/08/2019
DPE	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	10/07/2019
Plomb	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	12/06/2019
Termites	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	10/07/2019
Gaz	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	09/06/2019
Electricité	GREFFE Eric	Dekra Certification	DTI2650	10/07/2019

- Avoir souscrit à une assurance (AXA n° 363 93 50 704 valable jusqu'au 31/12/2016) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à **Castelnau-de-Médoc**, le **04/02/2016**

Signature de l'opérateur de diagnostics :



Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Valable du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

Nous soussignés Société DE CLARENS – Courtage d'Assurances – sise 4 rue Berteaux Dumas - CS 50057 - 92522 NEUILLY S/SEINE CEDEX attestons par la présente que :

EURL MEDOC DIAGIMMO
13 Route du Gardieu LUSSAN
33340 ORDONNAC

Adhérent n° **02336681700**

a adhéré par notre intermédiaire, auprès d'**AXA France IARD**, régie par le Code des Assurances, dont le siège social est 313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n° **3639350704**.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré.

Montants de garanties Responsabilité Civile Professionnelle :

Tous dommages confondus : **Par diagnostiqueur : 500.000 € par sinistre et 700.000 € par année d'assurance**

Activités garanties :

➤ **Diagnostics Techniques Immobiliers Réglementés**

- ✓ Le repérage **AMIANTE** avant transaction (art R1334-24 du Code de la Santé Publique) avant travaux (art R1334-27 du Code de la Santé Publique) avant démolition (art R1334-27 du Code de la Santé Publique), le dossier Techniques Amiante (art R1334-25 du Code de la Santé Publique) et le diagnostic Amiante.
- ✓ L'état des risques d'accessibilité au **PLOMB** (ERAP) et/ou constat des risques d'exposition au PLOMB (CREP) et le diagnostic Plomb (transaction et saturnisme déclaré),
- ✓ L'Etat du bâtiment relatif à la présence de **TERMITES**,
- ✓ Diagnostic de performance énergétique, **DPE**, conformément à la réglementation en vigueur - Décret 2006-1147 du 14/09/2006 et n° 2006-1653 du 21/12/2006, arrêtés du 15/09/2006, du 03/05/2007, du 27/01/2012 et du 17/10/2013,
- ✓ L'état des installations **GAZ** (loi n° 2003-8 du 03 janvier 2003, article 17-décret 2006-1147 du 14-09-06),
- ✓ Diagnostic de l'état des installations intérieures **ELECTRIQUES** (Décret n° 2008-384 du 22 avril 2008),
- ✓ Les mesurages réalisés dans le cadre de la Loi CARREZ,
- ✓ L'état des lieux relatif à la conformité du logement, aux normes de surface et d'habitabilité comprenant : les normes relative à la sécurité, à la salubrité et à l'équipement de l'immeuble et aux normes dimensionnelles, d'installations et d'équipements du logement (dit **PTZ Plus**) conformément au décret n° 2005-69 du 31 janvier 2005,
- ✓ Les recherches relatives à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs (Décret 2005-134 du 15/02/05),

(la garantie est acquise uniquement aux diagnostiqueurs figurant sur l'ANNEXE jointe, titulaires d'un certificat de compétence en cours de validité, délivré par un Organisme accrédité par le COFRAC selon la norme 17024).

➤ **Diagnostics Techniques Immobiliers non réglementés et autres missions d'expertises**

- ✓ Mesurages réalisés dans le cadre de la **Loi Boutin**
- ✓ Mesurage hors Loi CARREZ (biens hors copropriété)
- ✓ L'état du non bâti relatif à la présence de Termites,
- ✓ Les certificats d'état de décence et de salubrité du logement tels que définis par le nouvel article L 111-6-2 du Code de la Construction et de l'Habitation modifié par l'article 74 de la loi SRU du 13 décembre 2000,
- ✓ Recherche du Plomb dans l'eau (Code de la Santé Publique et arrêté du 31/12/2000),
- ✓ L'audit du dispositif de Sécurité des Piscines à usage familial et collectif, conformément aux dispositions de la Loi n° 2003-9 du 3 janvier 2003 et du décret n° 2003-1389 du 31 décembre 2003 et ses modifications,
- ✓ Le diagnostic d'Accessibilité aux Handicapés (décret du 15/05/2006 et de l'arrêté du 21/06/2007) ;
- ✓ Les états des lieux locatifs,
- ✓ L'état des installations d'assainissement,
- ✓ Diagnostic de performance énergétique non réglementé – DPE Volontaire (activité garantie sous réserve que le diagnostiqueur soit certifié DPE),

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie et est délivrée pour faire valoir ce que de droit. Elle ne peut engager celui-ci au-delà des limites, des clauses et Conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

Fait à Neuilly S/Seine en double exemplaires originaux, le 9 décembre 2015

DE CLARENS

4 rue Berteaux Dumas - CS 50057
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Tél. 01 58 86 78 00 - Fax : 01 58 86 79 93

N° ORIAS : 07 000463

www.declarens.com | T : 01 58 86 78 00 | F : 01 58 86 79 95

Société de Courtage d'assurance et de réassurance - S.A. au capital de 1 000 000 € - 552-126 500 RCS Paris

N° FR 43 552 126 500 - N° d'immatriculation Orias : 07 000 463 - www.orias.fr

Sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR)

Sous le contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

CSCA

[illegible]

(x) les domaines de compétence renseignés correspondent aux certificats de compétence déclarés à l'Assureur.

DE CLARENS – Société de Courtage d'assurance et de Réassurance – S.A. au capital de 1.000.000 €
4 RUE BERTEAUX DUMAS – CS 50057 – 92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX – Tél : 01 58 86 78 00
entreprises@declarens.com - www.declarens.com - RCS Quimper 552 126 500 – N° ORIAS : 07 000 463 – www.orias.fr
Exercice sous l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution – ACPR (61 rue Taitbout – 75009 Paris)

CERTIFICAT DE COMPETENCES DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER



Eric GREFFE

est titulaire du certificat de compétences N° DTI2650
pour :

	DU	AU
Constat de risque d'exposition au plomb	13/06/2014	12/06/2019
Diagnostic amiante	25/08/2014	24/08/2019
Etat relatif à la présence de termites (France métropolitaine)	11/07/2014	10/07/2019
Diagnostic de performance énergétique individuel	11/07/2014	10/07/2019
Etat de l'installation intérieure de gaz	10/06/2014	09/06/2019
Etat de l'installation intérieure d'électricité	11/07/2014	10/07/2019

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

* Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 08 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 15 décembre 2011 ; Arrêté du 8 juillet 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification modifié par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.

Délivré à Bagneux, le 27 août 2014

Pour DEKRA Certification S.A.S
Yvan MAINGUY, Directeur Général



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Y. Mainguy'.



Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr